



FRANCOIS GUILLOT/AFP/Getty Images

La France conduit-elle l'Europe en Syrie ?

La participation aux frappes contre Assad pourrait annoncer une nouvelle ère d'intervention européenne en Syrie.

- Brent Nagtegaal
- [28/05/2018](#)

JÉRUSALEM

Le 7 avril peut devenir une date déterminante dans la guerre civile syrienne. Le 7 avril 2018, le président syrien Bashar Assad a lancé une horrible attaque aux armes chimiques dans l'enclave contrôlée par les rebelles de la ville de Douma, dans la banlieue Est de Damas. L'agression a impliqué l'utilisation de gaz chloré et possiblement un agent neurotoxique, tuant plus de 70 personnes de son peuple et en blessant plus de 500 autres.

Les événements de l'année précédente, le 7 avril 2017, visaient à empêcher qu'une telle attaque si affreuse ne survienne. C'était le jour où le président des États-Unis Donald Trump tira 59 missiles de croisière Tomahawk de l'Est de la Méditerranée et a détruit un aérodrome en grande partie vacant d'où les avions d'Assad avaient décollés juste quelques jours plus tôt pour mener l'attaque au gaz sarin sur ses propres citoyens.

Beaucoup pensaient que la réponse de Trump (qui fut écrasante comparée aux huit années précédentes de la politique étrangère de l'administration d'Obama) dissuaderait Assad à utiliser des armes chimiques.

Un an plus tard, nous savons que ce n'est pas le cas.

Ainsi, lorsque les États-Unis ont une fois de plus limité les frappes aux installations de stockage et de développement d'armes chimiques, en réponse à la dernière attaque d'Assad, beaucoup se demandent : *Ceci dissuadera-t-il Assad d'utiliser encore des armes chimiques ?*

Probablement pas.

Néanmoins, pour une raison importante, la réponse à cette attaque du 7 avril peut avoir des implications considérables sur le maintien du pouvoir d'Assad, sans tenir compte de son usage futur d'armes chimiques.

Dans la première attaque, les États-Unis agirent de façon indépendante ; cette fois, ils furent rejoints par le Royaume-Uni et la France.

L'inclusion de l'Europe dans les attaques contre Assad, particulièrement celle de la France, pourrait être l'événement décisif du mois passé.

Alors que l'Europe dans son ensemble était extrêmement réticente d'entrer dans la mêlée syrienne au cours des sept dernières années de la guerre, n'apportant qu'un soutien minime aux forces anti-Assad, les Français ont été au premier rang, en poussant un point de vue plus agressif.

En effet, il y a cinq ans, le président français François Hollande fut désabusé lorsque le président américain Barack Obama refusa d'appliquer sa propre ligne rouge à l'utilisation d'armes chimiques par Assad. À l'époque, Hollande avait des avions

de chasse français prêts à y aller et il attendait simplement que le président Obama prenne l'initiative. Quand M. Obama n'est pas allé de l'avant avec les frappes, les français furent contrariés. Comme l'a rapporté récemment *Foreign Policy*, Hollande croyait que l'inaction d'Obama a donné le feu vert à Poutine d'entrer en Crimée sans craindre les représailles des États-Unis.

Revenons à l'été dernier, juste après l'attaque de représailles du président Trump suite à l'utilisation d'armes chimiques par Assad, le nouveau président français Emmanuel Macron a suivi l'impatience de Hollande d'agir et fit de l'utilisation d'armes chimiques par Assad sa propre ligne rouge. Il a mis en évidence son intention en déclarant : « Lorsque vous établissez des lignes rouges, si vous êtes incapable de les appliquer, alors vous décidez d'être faible. Ce n'est pas mon choix. »

Avant l'attaque collective des représailles, certains commentateurs se demandaient si les Français pourraient même riposter contre Assad sans la direction des États-Unis. *Foreign Policy* a déclaré :

Mais même si Macron ne parvenait pas à persuader Trump, une frappe française unilatérale en vaudrait toujours la peine. Elle marquerait un changement bienvenu de la complaisance stratégique de l'Europe pendant toute la durée de ce conflit. ...

Pour l'Union européenne, qui est géographiquement beaucoup plus proche, la Syrie a été existentielle. Avec l'afflux de réfugiés atteignant les rivages européens et les radicaux de l'État islamique frappant des capitales continentales, le conflit syrien a profondément tendu les institutions de l'UE. Cela a révélé les limites de la coopération sécuritaire de l'Europe et du contrôle des frontières, et du manque de solidarité et de consensus politique sur l'immigration, tout ceci illustré par la réélection triomphante de Viktor Orbán en Hongrie cette semaine. Cela a aussi fortement encouragé la montée des mouvements populistes anti-européens. Et pourtant, l'approche des Européens, informée par leurs limites militaires, était d'attendre Washington.

Macron semble avoir compris que c'est un problème. Maintenant il doit faire quelque chose à ce sujet.

Et maintenant que Macron a fait exactement cela, la porte est-elle ouverte maintenant pour plus d'action européenne en Syrie ? Certainement, il semble que les Français soient disposés.

Au lendemain des attaques, Macron a amené le public à croire qu'une conversation qu'il avait eue avec le président américain avait convaincu M. Trump de rester plus impliqué en Syrie.

Pendant que Macron a essayé de minimiser l'importance des commentaires, il est probable qu'il y a une certaine vérité à son commentaire.

Comme l'a souligné la citation ci-dessus, la guerre civile syrienne qui se poursuit a des répercussions importantes en Europe. La dernière action collective peut *peut-être* faire réfléchir Assad à deux fois sur une autre attaque chimique sur son peuple, mais cela n'arrêtera pas le carnage plus conventionnel qui se déroule en Syrie. C'est ce plus grand conflit syrien, pas seulement l'utilisation d'armes chimiques, qui a envoyé des Syriens et d'autres à fuir en Europe. C'est pourquoi les Français essaient de persuader les États-Unis de rester engagés, et pourquoi son propre engagement doit s'accroître. Avec plus de 6 millions de réfugiés syriens en dehors de leur pays, et des millions de personnes déplacées intérieurement, si l'Europe veut empêcher l'afflux de plus de migrants dans ses frontières, alors elle doit travailler pour endiguer et même mettre fin à la guerre civile syrienne.

Déjà, suite à ses frappes, la France semble désirer un rôle de premier plan pour engager le président russe Vladimir Poutine dans un dialogue pour mettre fin à la guerre civile. En réfléchissant comment le bruyant Trump s'est fait entendre quand il s'est agi de rechercher une stratégie de sortir de la Syrie, il ne serait pas étonnant s'il était enclin à remettre le manteau du leadership de l'Occident à la France, surtout si d'autres alliés de l'otan tels que l'Allemagne s'impliquaient.

La semaine dernière, l'ancien ministre allemand de la défense, plus populaire que jamais, Karl-Theodor zu Guttenberg, a critiqué la chancelière Angela Merkel d'avoir laissé le « sale travail » à d'autres quand il s'agit de s'occuper de la Syrie. Dans

une interview avec le magazine allemand *Bild*, Guttenberg a déclaré : « Je ne crois pas que cela crée une prise de conscience nécessaire dans la population, que quand les droits de l'homme sont piétinés et que des hommes sont massacrés, il est temps d'intervenir. Évidemment, il est facile de dire que nous laissons le sale boulot à d'autres et que nous en revenons au côté sécuritaire. Mais à long terme, on ne s'en sortira pas comme ça » (Traduction de la *Trompette*).

Guttenberg a dit que la réputation allemande pourrait être réparée si elle changeait sa trajectoire. « Nous avons une tradition d'utiliser des beaux mots, compliqués, pour nous abstenir de missions », a-t-il dit. « Souvenez-vous de la mission en Libye et d'autres. Je crois que si l'Allemagne, dans les semaines et les mois à venir, comprend clairement comment montrer que l'Allemagne va prendre part à d'autres scénarios futurs qui sont du même intérêt, beaucoup de choses peuvent être réparées. »

Il est peu probable que Guttenberg soit le seul à exprimer ce sentiment. Bien que l'Europe n'ait peut-être pas eu le courage pour une action plus vigoureuse en Syrie, il y a quelques années, le fait que la grande majorité du million de migrants qui sont entrés en Allemagne n'a pas réussi à s'assimiler peut maintenant motiver une réponse différente.

Si oui ou non nous sommes témoins d'une nouvelle ère d'implication européenne en Syrie sera déterminée rétrospectivement. Cependant, selon la prophétie biblique, qui guide toute notre analyse à la *Trompette*, l'Europe est destinée à devenir un joueur clé dans l'avenir de la Syrie. Déjà, la pression géopolitique et sociale existe en Europe pour justifier un plus grand rôle dans le Moyen-Orient. Et plus longtemps la guerre civile continuera sans solution, plus cette pression ne fera qu'augmenter.

C'est exactement ce que nous avons prédit depuis le début de la crise. Dans son article « Comment la crise syrienne se terminera », publié en septembre de 2012, le rédacteur en chef de la *Trompette* Gérald Flurry a écrit :

Ce que nous voyons actuellement en Syrie est une prophétie biblique importante sur le point d'être accomplie ! Ce qui arrive en Syrie conduira de puissantes nations à changer de direction et à secouer les fondations de ce monde !

Saviez-vous que le livre des Psaumes prophétise l'avenir de la Syrie ? Cette nation est une partie importante de l'équilibre du pouvoir dans le Moyen-Orient, et le Psaume 83 prophétise qu'il est sur le point d'y avoir un changement violent dramatique des alliances de la Syrie. Cela affectera beaucoup de nations et mènera finalement à la guerre qui éclatera partout sur la Terre ! ■

Dans son article, il a discuté d'une alliance entre l'Europe et un groupe de nations du Moyen-Orient. Nous pouvons voir les contours de cette alliance qui se forme déjà, et la Bible prévoit que la Syrie fera partie de ce bloc aligné par l'Europe. L'implication croissante de la France en Syrie pourrait aider à rendre cela possible.



Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de

Le roi du sud

maintenant en cliquant ici.